



ONAGRI VIGILANCE

SOMMAIRE

RECAP-AGRI.....	2
La balance commerciale alimentaire à fin Juillet 2019.....	2
Pêche et aquaculture en Tunisie à fin Juin2019 (Résultats de l'année 2019 par rapport à 2018).....	3
Situation hydrique observée le16/08/2019.....	4
Flash sur la filière avicole : Juillet2019.....	6
Les investissements agricoles approuvés a fin juin 2019.....	7
Importation des céréales.....	10
INFO-AGRI.....	11
Tunisie: Kneïes, les îles aux 300.000 oiseaux.....	11
Deux millions d'euros d'équipements au profit de la Régie des sondages hydrauliques.....	12
Renforcer la résilience en Afrique afin d'améliorer la sécurité alimentaire face au changement climatique.....	13
Comment nourrir 10 milliards de personnes sans détruire la planète ?.....	14
Électroculture : une agriculture sans pesticides.....	15
Près d'un quart des êtres humains menacés par la pénurie d'eau.....	16



RECAP-AGRI

La balance commerciale alimentaire à fin Juillet 2019

Pour le septième mois consécutif, la balance alimentaire s'est soldée par un déficit enregistrant des taux de couverture de 77,2%.

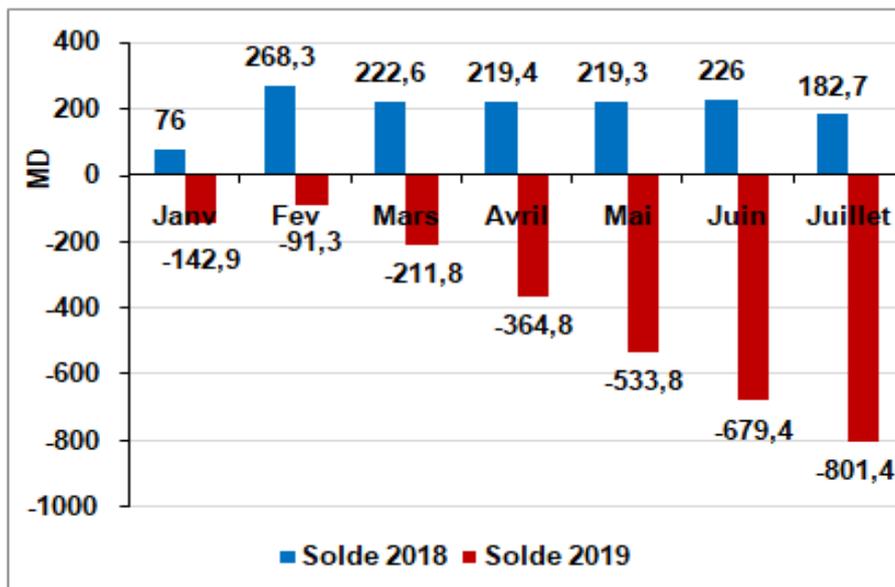
Cette baisse résulte d'une nette régression des exportations de l'huile d'olive (-35,9% en volume et -41,1% en valeur) et d'une nette évolution des importations céréalières dont la part dans les importations alimentaires est passée de 39,9% à 43,7% à fin juillet 2019 et ce suite à

une hausse en glissement annuel de 3,9% en volume et de 29,5% en valeur.

Les céréales, le sucre et les huiles végétales demeurent les principaux produits de base importés avec près de 61,7% de la valeur totale des importations alimentaires totales.

Les exportations des tomates et des agrumes ont affiché une hausse remarquable en termes de valeurs, enregistrant respectivement 30,3% et 16,5%.

Evolution du solde de la balance commerciale alimentaire au cours des sept premiers mois de 2018 et 2019



Source : Calculs de l'ONAGRI d'après l'INS

Elaboré par Mme Yosra DOUIRI.
Observatoire National de l'Agriculture

Pêche et aquaculture en Tunisie à fin Juin 2019 (Comparaison de 2019 par rapport à 2018)

La production de la pêche et de l'aquaculture à fin Juin 2019 a été de **64,3 mille tonnes** contre 61,4 mille tonnes réalisées à la même période de l'année précédente, soit une hausse de 4,7%. La production aquacole réalisée à fin Juin 2019 a atteint 7,6 mille tonnes contre 9,6 mille tonnes réalisées à la même période de l'année précédente, soit 20,8% de moins.

A fin Juin 2019 **les quantités exportées** des produits de la pêche et de l'aquaculture ont atteint **14,7 mille tonnes** pour une valeur de **298,2 MD** contre 11 mille tonnes et une valeur de 208,7 MD à la même période de l'année précédente, soit une hausse de 33,6% en termes de quantité et de 42,9% en termes de valeurs. L'augmentation des quantités exportées est due à l'exportation durant cette période de l'année 2019 de 857,4 tonnes du thon rouge vivant pour une valeur de 27 MD et à la hausse importante du volume des exportations du thon de conserve qui a atteint 1492,3 tonnes en 2019 contre 357,8 tonnes en 2018 et la hausse de 41,6% des exportations de crabes (1449,7 tonnes en 2018 contre 2052,4 tonnes en 2019).

Les importations ont atteint **28,3 mille tonnes** pour une valeur de **155,2 MD** contre 24,5 mille tonnes et une valeur de 124,6 MD à fin Juin 2018, soit une hausse de 15,5% en termes de quantité et une hausse de 24,6% en termes de valeurs. Cette augmentation est due essentiellement à la hausse remarquable des importations du thon congelé en termes de quantité (17,3%) et en termes de valeur (25,6%) et à la hausse des importations des semi-conserves et du thon en conserve (84,3% en termes de quantité et 117,5% en termes de valeur).

Le solde des échanges extérieurs des produits de la pêche a été positif avec (+143 MD) en 2019 contre (+84,1 MD) enregistrés en 2018, soit 70% de plus.

NB : Les chiffres de l'année 2019 sont préliminaires.

Source : Calculs de l'ONAGRI d'après les chiffres de la Direction Générale de la Pêche et de l'Aquaculture.



Figure 1. Evolution du volume de la production, de l'exportation et de l'importation des produits de la pêche et de l'aquaculture.



Figure 2. Evolution de la valeur des exportations et des importations des produits de la pêche et de l'aquaculture.



Figure 3. Evolution du solde des échanges extérieurs des produits de la pêche et de l'aquaculture.

Elaboré par Mme Noura Ferjani
Observatoire National de l'Agriculture

Situation hydrique observée le 16/08/2019

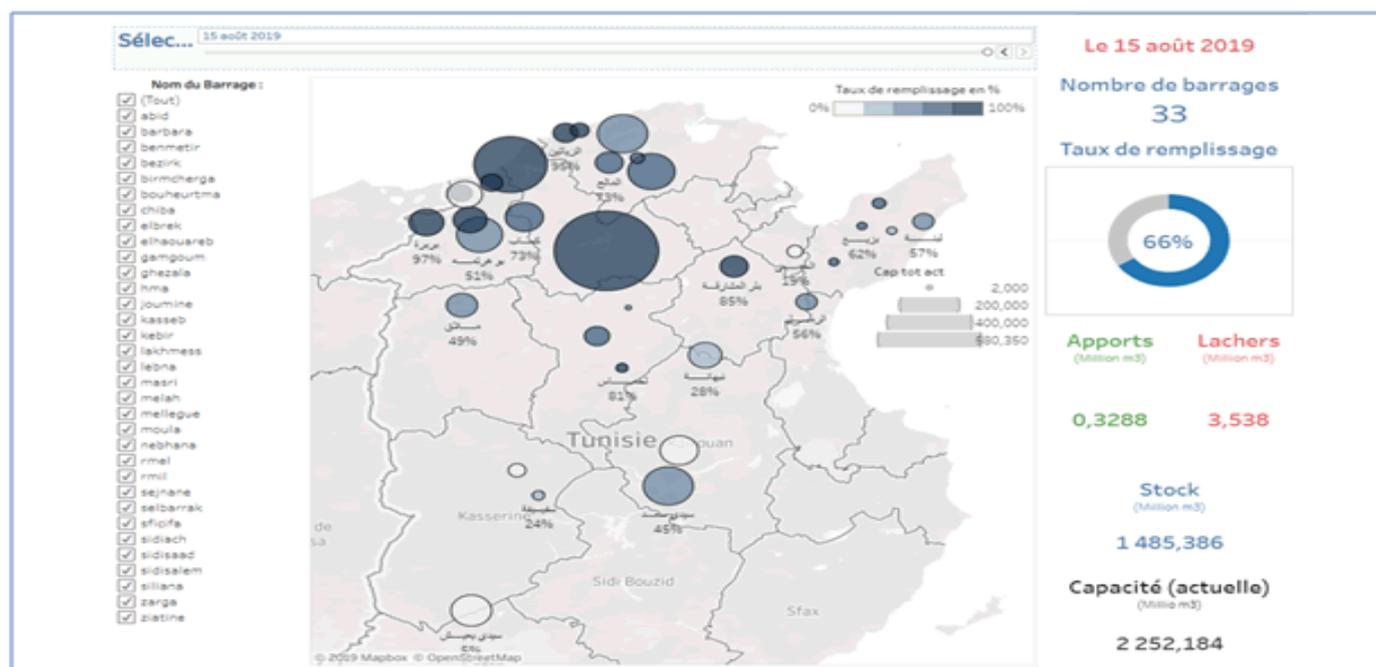
Situation des barrages (période du 01/09/18 au 15/08/19)

A la date du 15/08/2019, les apports cumulés aux barrages ont atteint 2520,4Mm³. Ils ont dépassé la moyenne de la période (1747,3Mm³) et les apports enregistrés à la même période de l'année précédente (1010,8Mm³). Ces apports sont répartis pour une part de 87,8% au Nord ; 8,2 % au Centre et 4% au Cap Bon. Par conséquent les réserves en eau dans tous les barrages ont atteint 1485,3 Mm³ contre 859,4 Mm³ enregistrés à la même date de 2018 et une moyenne enregistrée au cours des trois dernières années de 739,9 Mm³, soit un surplus de 745,3Mm³. Ceci correspond à une augmentation

de 74,2% par rapport à la situation du 31 Août 2018. Les volumes stockés sont ainsi répartis : 88,8% dans les barrages du Nord, 9,2% dans les barrages du Centre et 2% dans les barrages du Cap Bon. Pour l'ensemble des barrages le **taux de remplissage** a atteint **66%**. La figure ci-dessous illustre la situation des barrages à la date du 16/08/2019. Les lecteurs peuvent accéder à toutes les informations qui concernent les barrages via la plateforme Open Data de l'ONAGRI à travers le lien suivant : www.agridata.tn

Situation des barrages (période du 01/09/18 au 15/08/19)						
	Volume stocké dans les barrages (Mm ³)			Apports de la période		
	2018	2019	Variation (%)	2019 (Mm ³)	2019/moy(%)	2019/2018 (%)
Nord	785,2	1319,4	68,0%	2213,8	143,6%	231,5%
Centre	59,5	136,0	128,6%	206,6	128,1%	492,1%
Cap Bon	14,8	29,9	102,0%	100,0	223,2%	796,7%
Total	859,5	1485,3	72,8%	2520,4	144,2%	249,3%

Source : DG/BGTH.



Extrait de la plateforme de l'ONAGRI "OpenData" (www.agridata.tn).

La pluviométrie : Situation au 16/08/2019

Durant la période 01/09/18-15/08/19, la pluviométrie enregistrée a été significativement élevée dans la région du Nord. Par rapport à la même période de la campagne écoulée, la situation pluviométrique a été caractérisée par un niveau légèrement plus élevé dans les régions du Nord, du Centre Est et du Sud (Tableau 1).

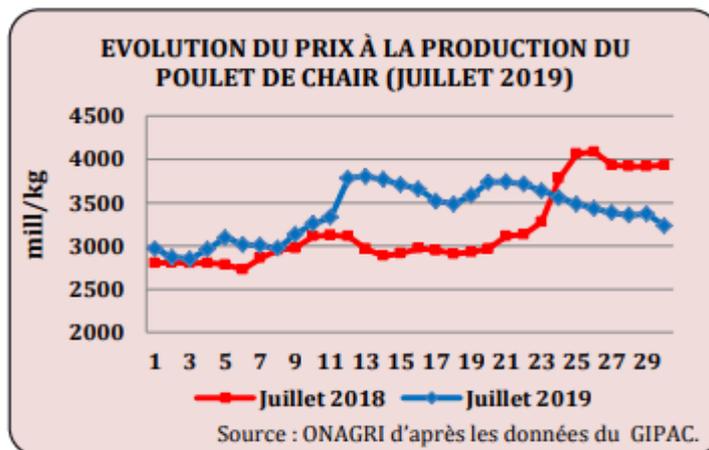
Tableau 1. Pluviométrie jusqu'au 15/08/2019

Région	Pluviométrie jusqu'au 15/08/2019 (mm)	% par rapport à la moyenne de la période 01/09/18-15/08/19	% par rapport à la même période (2018-2019/2017-2018)
Nord Ouest	555,2	107%	128%
Nord Est	499,1	100%	133%
Centre Ouest	200,5	73%	100%
Centre Est	207	79%	119%
Sud Ouest	43,2	42%	117%
Sud Est	111,1	81%	108%
Tout le pays	193,3	85%	109%

Elaboré par : Mme Noura Ferjani
Observatoire National de l'Agriculture

Flash sur la filière avicole Juillet 2019

Poulet de chair



Au cours du mois de juillet 2019 le prix à la production du poulet de chair a passé par deux phases.

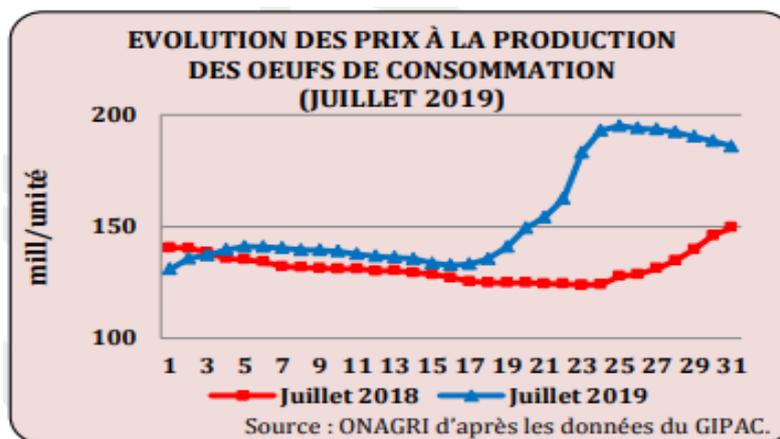
- Une première phase haussière qui a connu quelques fluctuations entre le 01/07/2019 et le 13/07/2019. Au cours de cette phase on a enregistré le minimum et le maximum du mois (2850 mill/kg le 03/07/2019 contre 3804 mill/kg le 13/07/2019) ;

- A partir du 14/07/2019 on a noté une tendance baissière pour finir le mois à 3123 mill/kg.

Le prix moyen mensuel a augmenté de 5,1% par rapport à celui du même mois de l'année précédente (3372,1 mill/kg contre 3208,9 mill/kg) et de 14,5% par rapport à celui de juin 2019 (2945,8 mill/kg).

Concernant les régions, le prix moyen à la production dans le Nord (3430,6 mill/kg) a devancé de 4,1% celui du Centre et 1,2% celui du Sud.

Œufs de consommation



Le prix à la production des œufs de consommation courant juillet 2019 a connu une quasi-stagnation durant la première quinzaine du mois enregistrant un faible taux de croissance de 1,4%. Au cours de la deuxième quinzaine le prix a connu une croissance d'environ 40%, passant de 133,3 mill/œuf le 17/07/2019 à 186,0 mill/œuf le 31/07/2019 avec un maximum de 195,2 mill/œuf enregistré le 25/07/2019.

La moyenne mensuelle enregistrée a augmenté de 17,3% par rapport à celle du même mois de l'année 2018 (154,5 mill/unité contre 131,7 mill/unité). Par rapport à juin 2019 (164,0 mill/unité), le prix moyen a baissé de 5,8%.

Au Centre du pays, le prix moyen à la production enregistré (156,7 mill/unité) a devancé celui enregistré dans le Nord de 1,9% et de 1,1% par rapport à celui du Sud.

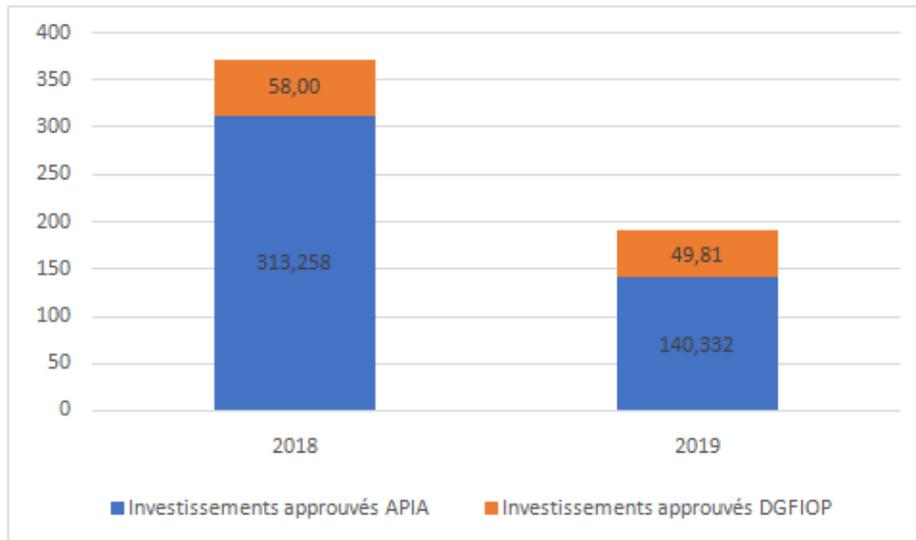
Source : ONAGRI d'après le GIPAC

*Elaboré par Mme Yosra DOUIRI
Observatoire National de l'Agriculture*

LES INVESTISSEMENTS AGRICOLES APPROUVES A FIN JUIN 2019

Le volume des investissements globaux a atteint 190,142 M DT à fin juin 2019 contre 371,258 M DT en 2018.

Figure 1 : les investissements globaux approuvés (M DT)

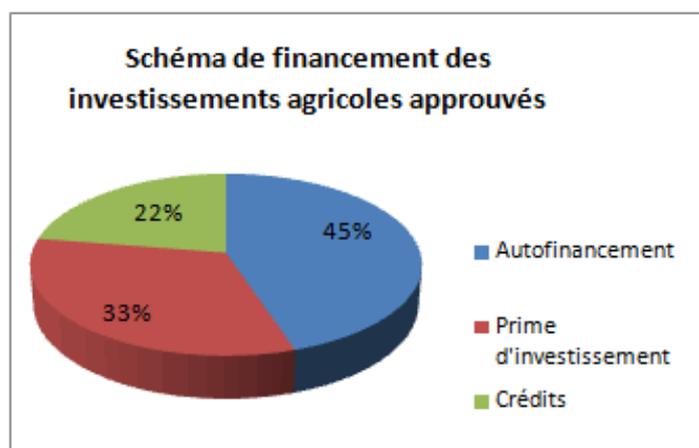
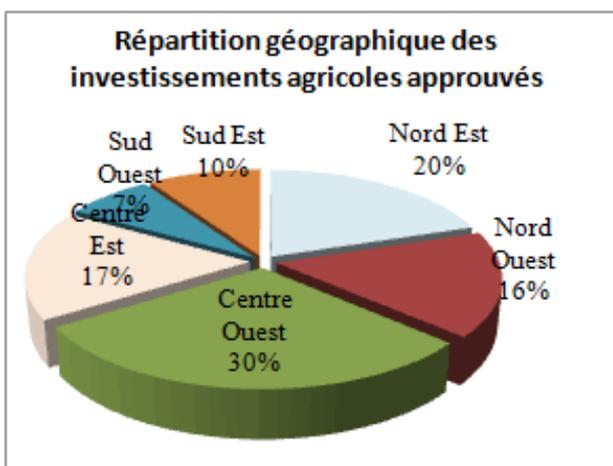
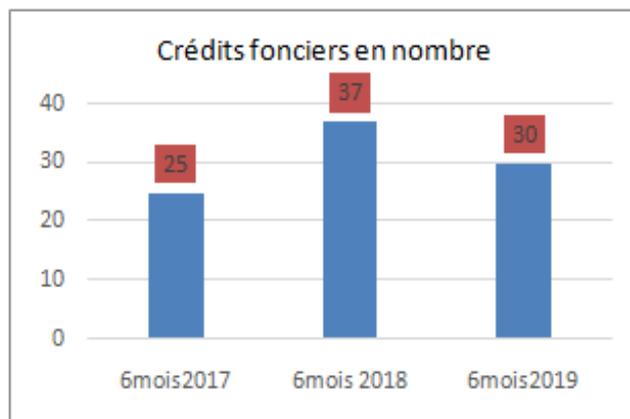
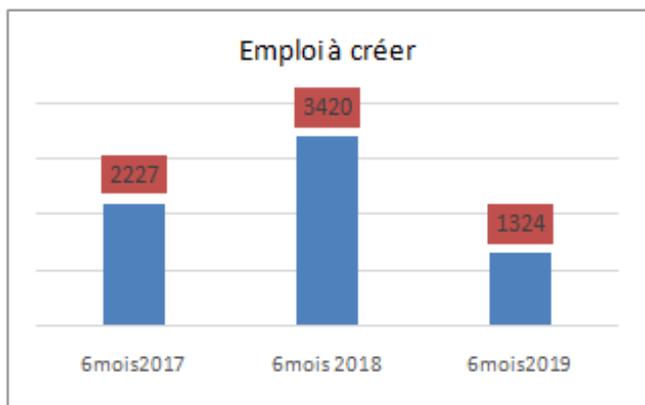
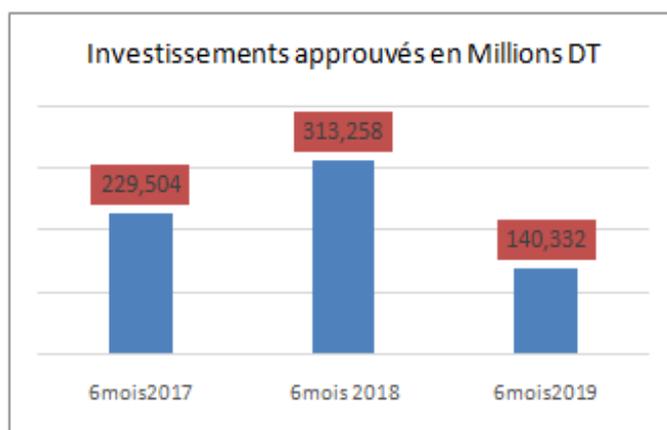
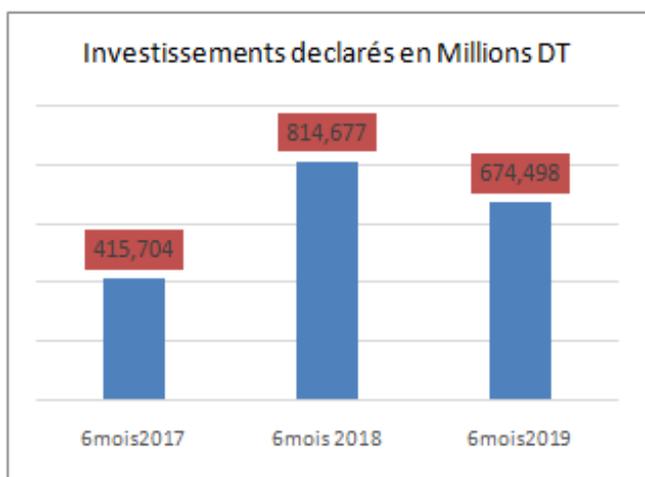
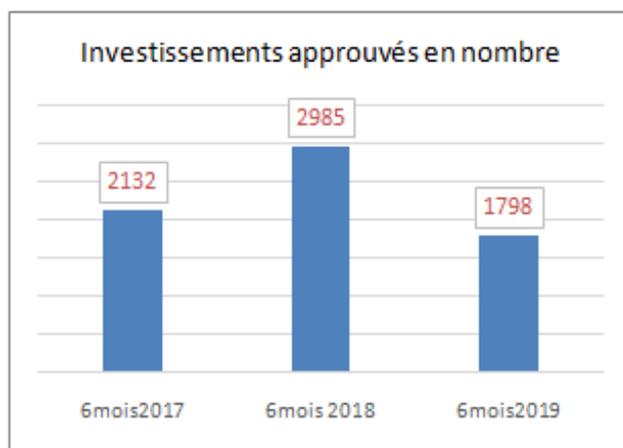
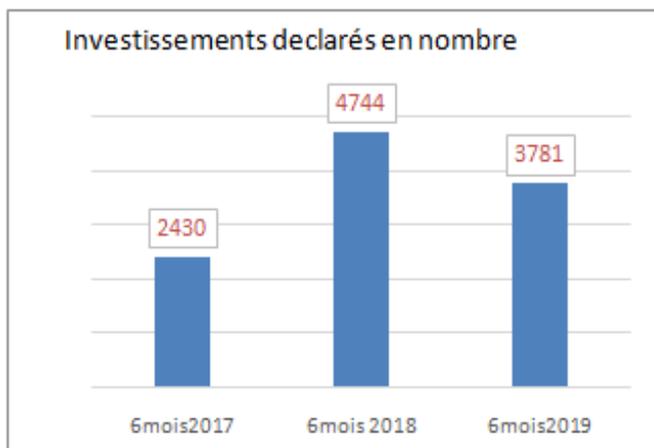


I. Les investissements agricoles approuvés par l'APIA (>60.000 DT/projet)

L'année 2019 a été marquée par certaines réformes au niveau de la gouvernance, où une nouvelle structure de comités d'attribution de subventions a été créée. Cette période de transition a eu un impact sur le rythme de croissance des approbations des opérations d'investissement où la plupart des activités ont débuté à partir de fin avril 2019.

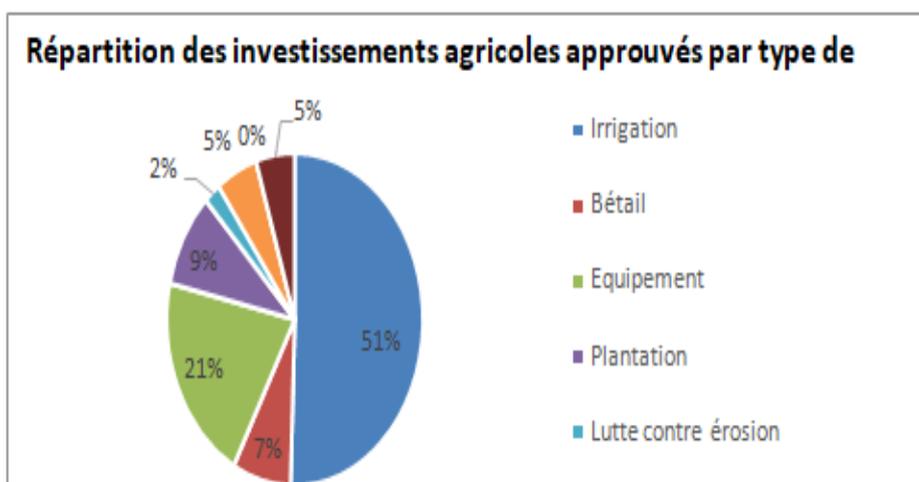
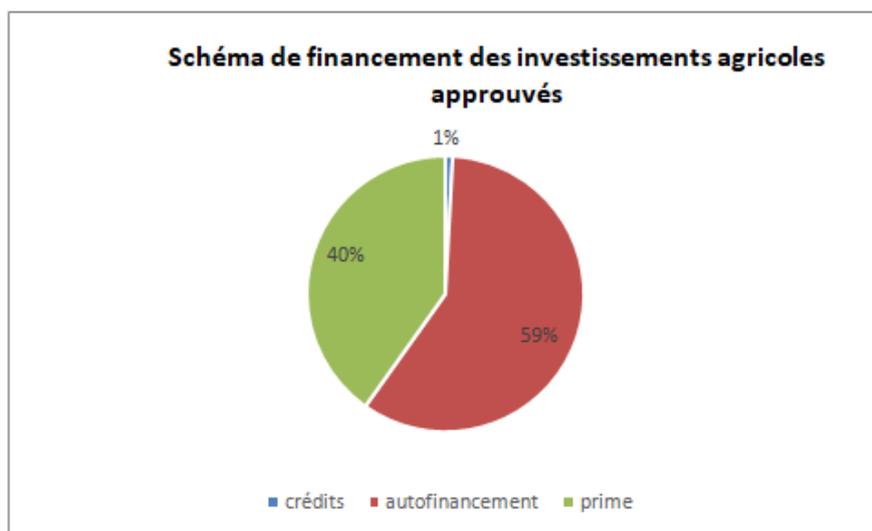
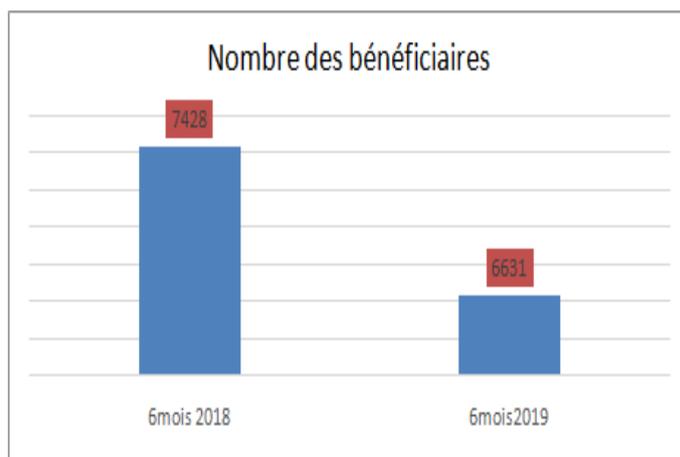
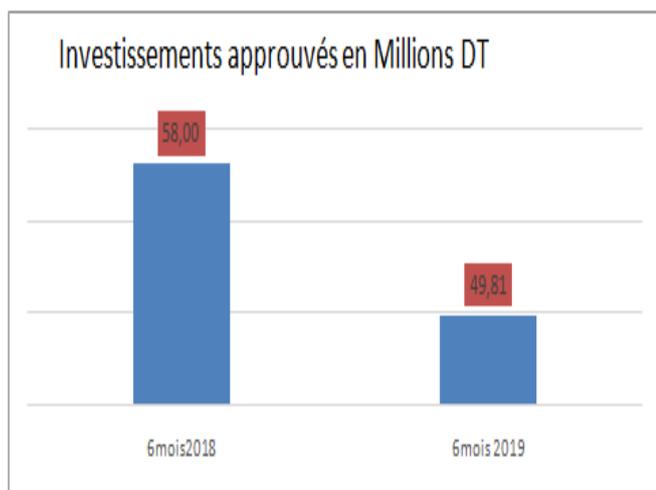
Par rapport à fin juin 2018 on distingue :

- Le volume des investissements approuvés à fin juin est de 140,3 M DT.
- Baisse de 55,2% du volume des investissements approuvés et baisse de 17,2% de celui des investissements déclarés.
- Baisse de 58,8 % des investissements destinés à l'acquisition d'équipements et baisse de 39% de ceux de l'élevage.
- Hausse importante du volume des investissements alloués à l'aquaculture.
- L'autofinancement a baissé de 53,7%, les crédits et les primes ont respectivement baissé de 57,6% et de 55,4%.



II. Les investissements approuvés par le DGFIOP (<60 .000 DT/projet)

Les investissements approuvés par le DGFIOP (<60.000 DT) pour bénéficier des financements FOSDA (fonds spéciaux de développement agricole) à fin juin 2019 ont été remarqués par :



Elaboré par Mme Wided ZIDI
Observatoire National de l'Agriculture

Importation des céréales



Au cours du mois de Juillet 2019, l'offre de céréales a émis deux appels d'offres, pour l'achat de deux lots de 67.000 t et 92.000 t de blé tendre, ces quantités devraient arriver aux ports tunisiens durant les mois d'août et septembre 2019. Pour le dernier appel d'offres, le prix de blé importé sera supérieur de 30.745DT/T soit 4.95% par rapport au prix local (cf.tableau). Les informations sur le premier appel d'offres figurent dans le numéro précédent.

produit	Quantité (1000T)	Prix (dollars/T)		différence		Comparaison entre les prix local et l'importé en DT/T			
		3/07/2019	24/07/2019	dollars	%	local	importé	différence	%
Blé tendre	92	206.58	215.81	9.23	4.47	590	620.745	-30.745	-4.95

Source : Office des Céréales

INFO-AGRI

Tunisie: Kneïes, les îles aux 300.000 oiseaux

A mi-chemin entre Mahrès et Skhira et à 1,5 km du continent, s'étendent les cinq îles qui forment l'archipel des îles Kneïes avec 5 850 ha. Cette superficie atteint les 22 000 ha en marée basse quand des hauts fonds émergent et deviennent à sec.

Cette variation entre la marée haute et la marée basse offre à la zone limitrophe, connue pour les hauts fonds et riche en prairies de Posidonie, les plus importantes en Méditerranée, une alimentation très riche et variée en éléments nutritifs, source de nourrissage des petits poissons puisque le site est le berceau du plus du tiers des poissons de la Méditerranée.

Les îles Kneïes sont classées réserve naturelle, ce qui leur confère le statut de protection privilégiée, réglementée par le code forestier et confiant sa sauvegarde à la DGF, la Direction générale des forêts du ministère de l'Agriculture. Elles constituent une aire spécialement protégée d'importance méditerranéenne selon la convention de Barcelone. Toutes les îles sont plates et basses et sont bordées de plages vaseuses et sablonneuses où apparaissent par endroits des roches et des galets.

L'île Bessila, entourée d'une zone intertidale, se distingue par sa flore adaptée aux sols salés, formée par une végétation de graminées et légumineuses qui constituent ainsi un refuge idéal pour l'abri des vents et surtout pour la nidification des oiseaux, principalement les sternes et les goélands.

De vastes étendues vasières sur 14 500 ha contournent les îles, constitués par la forte sédimentation lors des crues des oueds Ouadrans et Smara, où vit une importante faune macro benthique d'une densité qui peut atteindre 528 individus au m², ce qui est révélateur d'une abondante alimentation pour les oiseaux marins.

En effet, la réserve des îles Kneïes est le paradis des oiseaux hivernants de renommée mondiale où plus que 300 000 oiseaux de plus de 50 espèces viennent de la région paléarctique au cours de l'année. Les migrateurs précoces commencent à arriver à partir de la mi-août mais ne sont de passage que pour deux ou trois semaines- et se nourrissent convenablement pour récupérer la graisse qui leur donne de l'énergie pour continuer

le voyage aux pays du sud du Sahara, principalement aux abords du fleuve Niger et au Lac Tchad. Mais les hivernants mettent du temps pour arriver par groupes jusqu'au mois de novembre et se dispersent sur plus de 35 000 ha, y compris la partie terrestre marécageuse dans des endroits en face des îles.

Le régime alimentaire varié ne constitue pas une compétition pour les oiseaux, principalement les limicoles, car parmi eux il y a ceux qui s'alimentent à la surface comme les pluviers, les bécasseaux et les gravelots, ceux qui se nourrissent des mollusques comme les huîtres pies et les tourne-pierres, ceux qui plongent dans l'eau comme les grèbes, ceux qui ont de longs becs comme les courlis et les chevaliers, qui cherchent les larves et les vers à plusieurs centimètres dans la vase au moment de la marée basse et ceux qui filtrent de l'eau pour extraire le plancton et le phytoplancton comme les spatules blanches et les flamants roses.

Les scientifiques et les ornithologues trouvent dans cette réserve un grand laboratoire naturel pour approfondir les études et les recherches sur le statut de l'avifaune en général et marine en particulier.

La réserve des îles Kneïes, comme dans les côtes du golfe de Gabès, connaît une activité socioéconomique pratiquée par la population côtière paysanne, essentiellement les femmes, à savoir la pêche à pied aux palourdes, ce coquillage qui vit enfoui dans le sable et filtre l'eau pour en tirer les substances nutritives ; cette eau qui passe à travers ses deux siphons (inhalant et exhalant) crée deux trous dans le sable permettant ainsi sa localisation aux marques qu'elles laissent à la surface. Plus de 300 femmes pratiquent cette activité 2 à 3 semaines par mois, hors la période de la mer morte dans le cycle du marnage durant le mois lunaire qui est de deux fois six jours, et hors des journées venteuses et pluvieuses, généralement un total d'une moyenne de 55 jours de travail effectif, période suffisante pour garantir un revenu supplémentaire pour le foyer. Une activité pénible, dos courbé dans le froid de l'hiver et l'humidité. La plupart des palourdes pêchées sont destinées à l'exportation pour Europe.

La nouvelle zone industrielle dans la région de Skhira, la Siape 2 et la Tiferte qui sont légèrement en face des îles Kneïes et à moins de 4 km, commence à perturber l'équilibre écologique de la réserve naturelle marine par le déversement non contrôlé des eaux de refroidissement des usines chargées de produits chimiques. La zone connaît actuellement une prolifération d'algues qui n'existaient pas avant et qui gagnent plusieurs espaces, y compris les fonds marins, à plusieurs kilomètres à la ronde et autour des îlots, pouvant étouffer la faune et la flore marines.

Un autre problème de taille menace le golfe de Gabès en général et les îles Kneïes en particulier : l'utilisation des méthodes de pêche interdites par la loi no 15 de 1994 qui est le petit chalut appelé localement kiss. Il racle par de grosses chaînes lourdes le fond marin, contribuant ainsi à l'arrachage de la flore marine et des

prairies de Posidonie où se nourrissent, se reproduisent et se cachent les poissons. Aussi puisque ce braconnage se fait la nuit en groupes alignés, tous les poissons sont ramassés. Une fois triés sur le pont, les grands poissons sont rangés dans les caisses et les petits, qui n'ont pas une valeur commerciale, sont jetés à la mer, vite récupérés par les goélands.

Les îles Kneïes restent malgré tout un paradis aux multiples richesses, peu exploitées et connues des Tunisiens. Ses valeurs écotouristiques, ses chenaux profonds qui entourent les îlots, ses plages qui émergent en marée basse dignes d'une beauté hawaïenne aux eaux turquoises et ses milliers d'oiseaux hivernants ... un potentiel et une richesse à valoriser pour que les îles Kneïes deviennent une destination de choix pour le tourisme et les explorations.

Source : *linitiative.ca*

Deux millions d'euros d'équipements au profit de la Régie des sondages hydrauliques

La coopération tuniso-italienne se poursuit dans de nombreux domaines dont celui de l'agriculture. L'ambassade d'Italie vient de fournir l'équivalent de deux millions d'euros en équipements à la régie des Sondages hydrauliques, entreprise publique spécialisée dans le forage hydraulique et qui relève du ministère de l'Agriculture.

Cette institution a vu son parc se renforcer d'une sondeuse hydraulique, un camion tracteur, un camion plateau, onze camions plateau double cabine, une chargeuse sur pneus, un minibus et dix voitures légères essence. Cette livraison de matériel, destinée à renforcer l'infrastructure et les équipements du ministère de l'Agriculture, s'inscrit dans le cadre du «Programme d'aide à la balance de Paiements», financé par l'Agence italienne pour la coopération au développement et dont le coût global du crédit d'aide s'élève à 145 millions d'euros.

Ce programme, qui couvre sur tout le territoire tunisien plusieurs secteurs dont l'agriculture, l'environnement, la santé, l'éducation et la formation professionnelle, a permis à plusieurs institutions publiques tunisiennes, depuis son lancement en 2011, de se doter de nouveaux matériels et équipements à haute valeur technologique. Le ministère de l'Agriculture a, à lui seul, bénéficié d'aides s'élevant à 57 millions d'euros. Quant aux autres ressources mobilisées par l'ambassade d'Italie, elles ont permis, au cours de ces dernières années, d'équiper 137 écoles de cuisines modernes, d'allouer 13 millions d'euros pour l'achat d'ambulances dans le secteur de la santé, d'équiper le nouveau service de néonatalogie de l'hôpital Charles Nicolle de Tunis, d'aménager un nouveau centre de formation de plongée sous-marine à Zarzis alors que 11 millions d'euros ont été mobilisés au profit du ministère de l'Environnement pour l'achat de véhicules et d'équipements.

Source : *lapresse.tn*

Renforcer la résilience en Afrique afin d'améliorer la sécurité alimentaire face au changement climatique

En Afrique, les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture comptent parmi les plus vulnérables face aux répercussions négatives du changement climatique. Les petits agriculteurs, entrepreneurs et leurs familles dont les moyens d'existence dépendent de l'agriculture pluviale sont les plus menacés par le changement climatique.

6 août 2019, Kigali - Il est nécessaire de renforcer la résilience en Afrique face au changement climatique. Tel était le message des participants d'un Dialogue de leadership de haut-niveau sur la sécurité alimentaire en Afrique qui s'est tenu à Kigali, au Rwanda, du 5 au 6 août. L'évènement était parrainé par le Gouvernement du Rwanda en partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la Commission de l'Union africaine, la Banque africaine de développement, le Fonds international de développement agricole et la Banque mondiale.

Renforcer la résilience fait partie des priorités de la FAO en termes de développement en Afrique. Rendre les populations résilientes face à de nombreuses menaces dont fait partie le changement climatique est une condition sine qua non pour promouvoir le développement durable, surtout sachant que la population africaine est

appelée à fortement augmenter d'ici 2050, dépassant les deux milliards de personnes.

Selon les dernières données de la FAO, la faim est en hausse dans presque tous les pays d'Afrique subsaharienne faisant de l'Afrique la région avec la prévalence la plus élevée de sous-alimentation (presque 20 pour cent). Cette situation s'explique principalement par les conflits et le changement climatique et est particulièrement préoccupante en Afrique de l'Est où 30,8 pour cent de la population (soit 133 millions de personnes) peine à se nourrir.

La possibilité d'atténuer ces risques en prenant des mesures concrètes, aussitôt que possible, et en concentrant les efforts sur la résilience a également fait partie des thèmes discutés lors de la conférence.

Les participants se sont engagés à mieux soutenir les pays africains en vue d'accélérer les progrès visant à améliorer la sécurité alimentaire.

L'objectif du Dialogue est de faciliter les échanges entre les gouvernements et les principaux partenaires en développement afin de mettre en œuvre des actions conjuguées en faveur de l'agriculture et des systèmes alimentaires africains face au changement climatique.

Source : www.fao.org

Comment nourrir 10 milliards de personnes sans détruire la planète ?

Le rapport spécial du Groupe d'experts de l'ONU sur le climat (Giec) consacré au « changement climatique, la désertification, la dégradation des sols, la gestion durable des terres, la sécurité alimentaire et les flux de gaz à effet de serre dans les écosystèmes terrestres », sera l'analyse scientifique la plus complète à ce jour sur le sujet.

29 juillet 2019, c'est le « Jour du dépassement mondial ». Il marque le jour de l'année où l'humanité a épuisé les ressources renouvelables de la Planète. © AFP

Ce texte de plus de 1.000 pages devrait mettre en avant la façon dont l'alimentation industrielle, du producteur au consommateur, l'exploitation généralisée des ressources, voire même certains efforts pour contrer les effets du réchauffement climatique compromettent notre capacité à nous nourrir à l'avenir. Il devrait aussi dresser le tableau d'une société où deux milliards d'adultes sont en surpoids ou obèses et où des quantités importantes de nourriture sont jetées, quand la faim affecte des millions de personnes à travers le monde.

Les conclusions de ce rapport sont condensées dans un résumé que les délégations d'environ 195 états, réunies à Genève, examineront de près. Ce sera l'occasion de mettre en lumière l'importance d'un usage optimal des terres, un aspect longtemps négligé, selon les experts.

Les impacts sont vastes et ne concernent pas que l'avenir : ils sévissent maintenant et sont critiques pour le bien-être des gens et de la nature.

L'agriculture et la déforestation représentent ainsi environ un quart des émissions des gaz à effet de serre. L'agriculture utilise un tiers de toutes les terres émergées et les trois-quarts de l'eau douce sur la planète.

Alors que la population devrait frôler les dix milliards d'individus au milieu du siècle, contre 2,6 milliards en 1950, la crainte existe que le système atteigne ses limites. La viande et le gaspillage alimentaire constituent deux points noirs. Environ 30 % de la nourriture produite finirait à la poubelle. « Bien que les terres produisent bien plus de nourriture qu'il n'en faut pour nourrir tout le monde, il existe toujours 820 millions de personnes qui vont se coucher chaque soir en ayant faim », rappelle Stephan Singer de Climate action network.

« Ce rapport arrive à un moment critique car l'agriculture est à la fois une victime et un moteur du changement climatique », ajoute Teresa Anderson, de l'ONG ActionAid.

La culture extensive de céréales comme le soja, utilisées pour nourrir le bétail mais aussi pour les bio-carburants, contribuent à la destruction des forêts qui stockent le carbone. « Nous devons tourner le dos à une agriculture industrielle nocive basée sur des produits chimiques, la déforestation et les émissions » de gaz à effet de serre, insiste Teresa Anderson.

Le rapport abordera aussi les questions de désertification et la dégradation des habitats par l'agriculture, avec une surface de forêt tropicale équivalente au Sri Lanka perdue chaque année.

Un autre point sera sur les arbitrages à faire entre l'usage des terres pour l'alimentation, le stockage de carbone via les forêts et la production d'énergie à partir de matière biologique. Il n'oubliera pas le sort des populations indigènes et des femmes, particulièrement exposées.

Source : www.futura-sciences.com

Électroculture : une agriculture sans pesticides

Une agriculture plus productive, sans engrais et sans pesticides est-elle à portée de main ? Fin 2018, l'Académie des sciences et de l'agriculture chinoise a révélé les résultats de trois décennies de tests de cultures sous haute tension. Plus de 3.600 hectares de serres réparties à travers le pays ont été équipées de pointes de cuivre placées à environ trois mètres au-dessus du sol dans lesquelles circule une charge positive pouvant aller jusqu'à 50.000 volts, près de 230 fois celle de la tension résidentielle en France. De l'autre côté, le générateur d'électricité est relié au sol où se diffusent les charges négatives. D'après les scientifiques chinois, cette technique permet d'augmenter les rendements de 20 % à 30 %, tout en réduisant les pesticides de 70 % à 100 % et les engrais de 20 %. Le tout nécessite environ 15 kWh par jour, soit environ la consommation électrique moyenne d'un foyer français.

L'électricité à haute fréquence tue les bactéries et les virus dans l'air ou le sol, expliquent les chercheurs. Elle supprime également la tension superficielle de l'eau sur les feuilles, accélérant ainsi la vaporisation. Lorsqu'elle passe à travers les plantes, l'électricité favorise le transport des particules naturellement chargées, comme les ions bicarbonate et calcium, et accélère les activités métaboliques, comme l'absorption du dioxyde de carbone et la photosynthèse. Un champ électrique haute tension amènerait aussi les plantes à absorber plus d'azote et permettrait d'obtenir des plantules plus robustes avec un meilleur rendement, suggère de son côté une étude canadienne portant sur des serres de tomates cultivées de façon hydroponique.

Depuis le XVIIIe siècle, de nombreux scientifiques et entrepreneurs ont exploré l'idée d'utiliser l'électricité

pour doper la croissance des plantes. Une idée née du phénomène bien connu de la croissance plus forte des végétaux après un orage.

Plusieurs expériences seront menées par la suite en France, en Suisse et en Allemagne. À la fin du XIXe siècle, l'électroculture fait l'objet d'un véritable engouement, les travaux des scientifiques étant abondamment repris dans les congrès et les publications académiques. On est alors persuadé que cette technique permettra de produire des fruits géants et des fleurs en toute saison et de détruire tous les insectes s'attaquant aux plantes. En 2018, un comité sur l'électroculture est même fondé par le ministère de l'Agriculture en Angleterre. Mais peu à peu, cette technique tombe dans l'oubli, en raison notamment des résultats instables et de la faible rentabilité économique. L'avènement des produits phytosanitaires finira de tuer l'intérêt des agriculteurs.

Depuis la fin des années 1980, l'électroculture connaît un regain d'intérêt parmi les adeptes de l'agriculture bio et de la permaculture.

Avec 20 % de la population mondiale pour environ 9 % des terres cultivables dans le monde, la Chine cherche par tous les moyens à augmenter sa production agricole sans augmenter l'usage de pesticides, dont elle est déjà le plus gros utilisateur mondial. Cette agriculture high-tech ne représente cependant qu'une infime part des cultures en Chine, et il est totalement illusoire de penser que des milliers d'hectares de blé pourront un jour être cultivés sous serre. De nombreuses autres pistes pour doper les plantes sont d'ailleurs à l'étude, comme l'édition génétique pour améliorer la photosynthèse ou augmenter l'absorption d'azote.

Source : www.futura-sciences.com

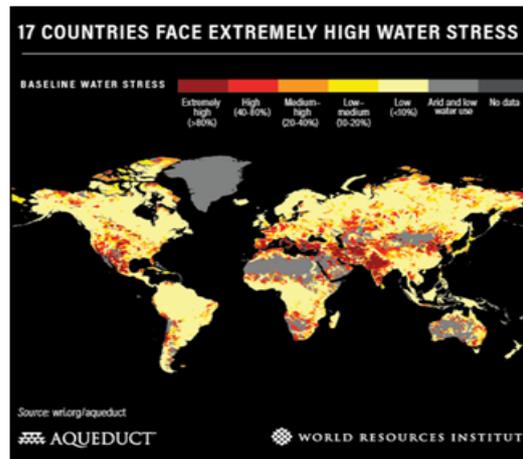
Près d'un quart des êtres humains menacés par la pénurie d'eau

« La pénurie en eau est la plus grande crise dont personne ne parle », selon le PDG du World Resources Institute, qui publie l'étude.

Près d'un quart de la population mondiale, vivant dans dix-sept pays, est en situation de « stress hydrique très grave », proche du « jour zéro » lors duquel plus aucune eau ne sortira du robinet, selon un rapport rendu public mardi 6 août par le World Resources Institute (WRI – Institut des ressources mondiales).

Le stress hydrique – autrement dit, une ressource insuffisante pour répondre aux différentes activités humaines et aux besoins de l'environnement – commence lorsque la disponibilité en eau est inférieure à 1 700 mètres cubes par an et par personne.

Quasi les trois quarts des habitants des pays arabes vivent en dessous du seuil de pénurie établi, lui, à 1 000 mètres cubes (m³) par an, et près de la moitié se trouvent dans une situation extrême avec moins de 500 m³, en Egypte, en Libye notamment.



De fait, dans dix-sept pays – le Qatar, Israël, le Liban, l'Iran, la Jordanie, la Libye, le Koweït, l'Arabie saoudite, l'Erythrée, les Emirats arabes unis, Saint Marin, Bahreïn, le Pakistan, le Turkménistan, Oman, le Botswana et l'Inde – « l'agriculture, l'industrie, et les municipalités absorbent 80 % de la surface disponible et des eaux souterraines lors d'une année moyenne », écrit l'institut. Dix-sept pays figurent sur la liste des pays présentant un « stress hydrique très élevé ». WorldResources Institute.

« Lorsque la demande rivalise avec les réserves, même de petits épisodes de sécheresse – qui vont augmenter avec le changement climatique peuvent provoquer de terribles conséquences », comme l'ont montré les récentes crises à Cape Town (Afrique du Sud), Sao Paulo (Brésil) ou Chennai (Inde), détaille l'institut.

En 2015, l'Organisation des Nations unies avait expliqué dans son rapport annuel qu'au rythme actuel « le monde devrait faire face à un déficit hydrique global de 40 % » dès 2030.

Source : www.lemonde.fr



Observatoire National de l'Agriculture



30 Rue Alain Savary, 1002 Tunis
Site Web: <http://www.onagri.tn>
Téléphone (+216) 71 801 055/478
Télécopie : (+216) 71 785 127
E-mail : onagri@iresa.agrinet.tn